

Décret exécutif du 7 Rabie Ethani 1442 correspondant au 23 novembre 2020 portant nomination du directeur des études économiques et de la planification au ministère du tourisme, de l'artisanat et du travail familial.

Par décret exécutif du 7 Rabie Ethani 1442 correspondant au 23 novembre 2020, M. Ahmed Ezzine, est nommé directeur des études économiques et de la planification au ministère du tourisme, de l'artisanat et du travail familial.

Décret exécutif du 7 Rabie Ethani 1442 correspondant au 23 novembre 2020 portant nomination d'un sous-directeur au ministère du tourisme, de l'artisanat et du travail familial.

Par décret exécutif du 7 Rabie Ethani 1442 correspondant au 23 novembre 2020, M. Fouad Boutata, est nommé sous-directeur des programmes d'équipements et de l'investissement à la direction des études économiques et de la planification au ministère du tourisme, de l'artisanat et du travail familial.

ARRETES, DECISIONS ET AVIS

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Arrêté du 20 Rabie Ethani 1442 correspondant au 6 décembre 2020 mettant fin à la suppléance de la présidence de la Cour d'appel militaire de Ouargla / 4ème région militaire.

Par arrêté du 20 Rabie Ethani 1442 correspondant au 6 décembre 2020, il est mis fin, à compter du 15 novembre 2020, à la suppléance de la présidence de la Cour d'appel militaire de Ouargla / 4ème région militaire, assurée par M. Abdenour Amrani, président de la Cour d'appel militaire de Blida / 1ère région militaire.

Arrêté du 20 Rabie Ethani 1442 correspondant au 6 décembre 2020 mettant fin à la suppléance de la présidence de la chambre d'accusation près la Cour d'appel militaire de Ouargla / 4ème région militaire.

Par arrêté du 20 Rabie Ethani 1442 correspondant au 6 décembre 2020, il est mis fin, à compter du 15 novembre 2020, à la suppléance de la présidence de la chambre d'accusation près la Cour d'appel militaire de Ouargla / 4ème région militaire, assurée par M. Belaid Oulahcene, président de la chambre d'accusation près la Cour d'appel militaire de Blida / 1ère région militaire.

MINISTERE DES MINES

Arrêté du 26 Rabie El Aouel 1442 correspondant au 12 novembre 2020 fixant les modalités et les conditions d'agrément et d'habilitation des organismes de vérification et de contrôle des équipements fonctionnant sous pression.

Le ministre des mines,

Vu le décret exécutif n° 90-245 du 18 août 1990 portant réglementation des appareils à pression de gaz, notamment ses articles 15 et 16 ;

Vu le décret exécutif n° 90-246 du 18 août 1990 portant réglementation des appareils à pression de vapeur, notamment ses articles 46 et 53 ;

Vu le décret exécutif n° 03-473 du 8 Chaoual 1424 correspondant au 2 décembre 2003 fixant les conditions d'exercice des activités de distribution du gaz naturel comprimé (GNC) comme carburant automobiles et d'installation des kits de conversion sur les véhicules ;

Vu le décret exécutif n° 05-466 du 4 Dhou El Kaâda 1426 correspondant au 6 décembre 2005 portant création, organisation et fonctionnement de l'organisme algérien d'accréditation « ALGERAC » ;

Vu le décret exécutif n° 20-267 du 6 Safar 1442 correspondant au 24 septembre 2020 fixant les attributions du ministre des mines ;

Arrête :

CHAPITRE 1er

DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er. — En application des dispositions des articles 15 et 16 du décret exécutif n° 90-245 du 18 août 1990 portant réglementation des appareils à pression de gaz, et des dispositions des articles 46 et 53 du décret exécutif n° 90-246 du 18 août 1990 portant réglementation des appareils à pression de vapeur, le présent arrêté a pour objet de fixer les modalités et les conditions d'agrément et d'habilitation des organismes de vérification et de contrôle des équipements fonctionnant sous pression, ci-après dénommés « organismes de contrôle ».

Art. 2. — Les organismes de contrôle des équipements fonctionnant sous pression, agréés par le ministère chargé des mines, interviennent dans les domaines ci-après :

— la vérification, l'inspection, le contrôle et l'expertise des équipements fonctionnant sous pression, y compris les requalifications périodiques ;

— le contrôle non destructif des équipements fonctionnant sous pression, en utilisant les techniques et procédés requis (procédés optiques et ressuage, procédés à flux de fuite et par courants de Foucault, procédés radiographiques, procédés ultrasons, etc.) ;

— la qualification des soudeurs et des modes opératoires de soudage des équipements fonctionnant sous pression.

Art. 3. — L'épreuve et la réépreuve des équipements fonctionnant sous pression sont exécutées en présence et sous la supervision des experts des mines compétents relevant du ministère chargé des mines.

Sans préjudice des dispositions de l'article 2 ci-dessus, et sur décision d'habilitation du ministère chargé des mines, l'épreuve et la réépreuve de ces équipements peuvent également être exécutées :

— sous la supervision des organismes indépendants agréés par le ministère chargé des mines et accrédités par l'organisme algérien d'accréditation ;

— sous la supervision des organismes relevant des sociétés exploitantes des équipements fonctionnant sous pression accrédités par l'organisme algérien d'accréditation. Ces organismes n'interviennent que pour le contrôle en interne pour le compte de leurs sociétés et pour des tâches précises.

Art. 4. — La vérification, l'inspection, le contrôle, l'expertise et la qualification prévus à l'article 2 ci-dessus, réalisés par les organismes agréés, doivent être effectués conformément aux dispositions réglementaires en vigueur régissant les équipements fonctionnant sous pression et aux dispositions du présent arrêté ainsi qu'aux normes et standards requis, et aux meilleures pratiques internationales. Ils sont sanctionnés par un rapport ou par un procès-verbal, dans lequel il est relaté les constatations faites ainsi que les recommandations et propositions nécessaires.

CHAPITRE 2

DE LA PROCEDURE D'AGREMENT DES ORGANISMES DE CONTRÔLE

Art. 5. — Sous réserve des dispositions de l'article 23 ci-dessus, toute personne physique ou morale, désirant l'obtention d'un agrément pour exercer l'une des activités citées à l'article 2 ci-dessus, doit au préalable être accréditée par l'organisme algérien d'accréditation, conformément à la réglementation en vigueur.

L'exercice à la fois de plusieurs activités citées à l'article 2 ci-dessus, peut être effectué par une personne, physique ou morale, disposant :

- de la compétence et la qualification requises pour chaque activité désignée ;
- de l'agrément requis pour chaque activité désignée.

Art. 6. — Le dossier de demande d'agrément pour exercer les activités citées à l'article 2 ci-dessus, est déposé auprès de la structure concernée du ministère chargé des mines, pour instruction. L'instruction du dossier est effectuée par une commission, ci-après dénommée « commission d'agréments », créée à cet effet par décision du ministre chargé des mines.

Art. 7. — Le dossier de demande d'agrément pour exercer l'une des activités citées à l'article 2 ci-dessus, est constitué :

1. de demande d'agrément, signée par l'organisme demandeur ;

2. de copie du statut de demandeur d'agrément, pour la personne morale, ou l'extrait de naissance et copie de la carte d'identité nationale, pour la personne physique ;

3. de pièces légales justifiant le siège social et/ou le local professionnel ;

4. de documents justifiant que le demandeur dispose d'au moins, un diplôme de technicien supérieur ou équivalent dans les spécialités techniques avec une expérience d'au moins, cinq (5) années dans le domaine sollicité, pour la personne physique ;

5. de documents justifiant que l'organisme demandeur dispose d'au moins, une personne titulaire d'un diplôme de technicien supérieur ou équivalent dans les spécialités techniques, avec une expérience d'au moins, cinq (5) années dans le domaine sollicité, pour la personne morale ;

6. d'attestation d'assurance couvrant les risques liés à l'exercice de son activité ;

7. de descriptif des moyens matériels nécessaires dont il dispose ;

8. Copie du certificat d'accréditation valide délivrée par l'organisme algérien d'accréditation ;

9. d'attestation de non affiliation à la sécurité sociale, le cas échéant ;

10. de copie du registre du commerce, le cas échéant.

Art. 8. — Après instruction du dossier de demande d'agrément par la commission d'agréments prévue à l'article 6 ci-dessus, il est procédé, dans un délai ne dépassant pas un (1) mois, à compter de la date de dépôt du dossier :

— soit, à l'établissement du document portant agrément, à remettre à l'organisme demandeur, si le dossier est jugé complet ;

— soit, au rejet de la demande et la notification du rejet à son demandeur, si le dossier est jugé incomplet. Le rejet doit être motivé.

Art. 9. — Le requérant, dont la demande a été rejetée, peut introduire un recours dans un délai n'excédant pas un (1) mois, à compter de la date de réception de la notification du rejet, auprès de la structure concernée du ministère chargé des mines.

Les résultats de l'instruction du recours obtenus, il est procédé dans un délai ne dépassant pas un (1) mois de la date de réception du recours :

— soit, à l'établissement du document portant agrément, et sa remise à l'organisme demandeur, si le dossier est jugé complet ;

— soit, au rejet du recours, tout en notifiant à son organisme demandeur le rejet, si le dossier est jugé incomplet. Le rejet doit être motivé.

Art. 10. — L'agrément pour exercer les activités citées à l'article 2 ci-dessus, est délivré pour une durée maximale de cinq (5) années renouvelable.

Art. 11. — L'agrément peut être suspendu, si son titulaire :

- n'a pas respecté les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et celles du présent arrêté, ou ;
- a commis des erreurs professionnelles de façon répétée.

L'agrément est suspendu pour une période pouvant aller de six (6) mois à deux (2) ans.

Art. 12. — L'agrément peut être retiré, si son titulaire :

- a fourni des documents, pour l'obtention de l'agrément, jugés par la suite faux ou falsifiés ;
- a signé des documents concernant la vérification, l'inspection, le contrôle, l'expertise ou la qualification des équipements fonctionnant sous pression, qui ne sont pas réalisés par lui même ;
- a commis une des infractions citées à l'article 11 ci-dessus, après une suspension de son agrément ;
- a exercé l'activité objet de son agrément pendant la période de suspension de l'agrément, ou ;
- cesse de remplir les conditions pour lesquelles l'agrément a été délivré.

Art. 13. — La suspension et le retrait de l'agrément pour exercer les activités citées à l'article 2 ci-dessus, peuvent être précédés d'une mise en demeure.

Art. 14. — La mise en demeure, la suspension et le retrait de l'agrément sont effectués sur la base des constats des experts des mines compétents, sanctionnés par l'établissement d'un rapport à cet effet, adressés au service concerné du ministère chargé des mines.

CHAPITRE 3

DES OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES

Art. 15. — L'organisme agréé doit disposer, d'une manière permanente, du personnel et des moyens nécessaires pour accomplir de façon adéquate les missions se rapportant à l'exercice de son activité.

Art. 16. — Ne peuvent exercer les activités citées à l'article 2 ci-dessus, que les personnes figurant dans l'agrément délivré par le ministère chargé des mines. Toute intervention d'une personne ou d'un expert ne figurant pas dans l'agrément, doit au préalable recueillir l'accord formel du service concerné du ministère chargé des mines et ce, sur la base d'une justification de compétence se rapportant à la mission demandée.

Art. 17. — Les organismes agréés sont pleinement responsables de toutes les activités qu'ils réalisent, y compris les activités sous-traitées avec d'autres personnes ou experts compétents.

Art. 18. — Les organismes agréés sont soumis au contrôle des experts des mines compétents relevant du ministère chargé des mines.

Art. 19. — Les experts des mines compétents relevant du ministère chargé des mines peuvent, à tout moment, effectuer des visites inopinées et procéder à des inspections et audits sur les sites d'intervention de l'organisme agréé.

Art. 20. — L'organisme agréé est tenu d'informer, au préalable, la structure concernée du ministère chargé des mines :

- de toute modification dans le statut de l'organisme ;
- de tout changement de nature organisationnelle ou technique susceptible d'avoir une influence sur le respect des conditions pour lesquelles l'agrément initial a été octroyé ;
- de tout changement dans le personnel technique ;
- de changement du siège social ou de l'adresse du local professionnel ;
- de changement du responsable gérant de l'organisme agréé.

CHAPITRE 4

DES DISPOSITIONS FINALES

Art. 21. — Le retrait, la suspension ou le non-renouvellement de l'accréditation de l'organisme algérien d'accréditation peut entraîner la suspension ou le retrait de l'agrément.

Art. 22. — Les organismes agréés avant la publication du présent arrêté disposent d'un délai de dix-huit (18) mois, à compter de la date de promulgation du présent arrêté pour se conformer à ses dispositions.

Art. 23. — Les dispositions des articles 5 et 7 cités ci-dessus, relatives à l'accréditation par l'organisme algérien d'accréditation, entreront en vigueur dix-huit (18) mois, à compter de la date de promulgation du présent arrêté.

Art. 24. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 26 Rabie El Aouel 1442 correspondant au 12 novembre 2020.

Mohamed ARKAB.

-----★-----

Arrêté du 26 Rabie El Aouel 1442 correspondant au 12 novembre 2020 fixant les mesures particulières à certains appareils fabriqués en matériaux composites contenant du gaz naturel comprimé-carburant à bord de véhicules automobiles.

Le ministre des mines,

Vu le décret exécutif n° 90-245 du 18 août 1990 portant réglementation des appareils à pression de gaz, notamment son article 22 ;

Vu le décret exécutif n° 03-473 du 8 Chaoual 1424 correspondant au 2 décembre 2003 fixant les conditions d'exercice des activités de distribution du gaz naturel comprimé (GNC) comme carburant automobile et d'installation des kits de conversion sur les véhicules ;

Vu le décret exécutif n° 18-05 du 27 Rabie Ethani 1439 correspondant au 15 janvier 2018 fixant l'organisation de contrôle de conformité de véhicules et les modalités de son exercice ;

وزارة المناجم

قرار مؤرخ في 26 ربيع الأول عام 1442 الموافق 12 نوفمبر سنة 2020، يحدد كفاءات وشروط اعتماد وتأهيل هيئات التحقق ومراقبة الأجهزة التي تعمل تحت الضغط.

إن وزير المناجم،

بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 90-245 المؤرخ في 27 محرم عام 1411 الموافق 18 غشت سنة 1990 والمتضمن تنظيم الأجهزة الخاصة بضغط الغاز، لاسيما المادتين 15 و16 منه،

وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 90-246 المؤرخ في 27 محرم عام 1411 الموافق 18 غشت سنة 1990 والمتضمن تنظيم الأجهزة الخاصة بضغط البخار، لاسيما المادتين 46 و53 منه،

وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 03-473 المؤرخ في 8 شوال عام 1424 الموافق 2 ديسمبر سنة 2003 الذي يحدد شروط ممارسة نشاطات توزيع الغاز الطبيعي المضغوط كوقود للسيارات ووضع المجموعات التركيبية للتحويل على السيارات،

وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 05-466 المؤرخ في 4 ذي القعدة عام 1426 الموافق 6 ديسمبر سنة 2005 والمتضمن إنشاء الهيئة الجزائرية للاعتماد وتنظيمها وسيرها "ألجيراك"،

وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 20-267 المؤرخ في 6 صفر عام 1442 الموافق 24 سبتمبر سنة 2020 الذي يحدد صلاحيات وزير المناجم،

يقرر ما يأتي :

الفصل الأول

أحكام عامة

المادة الأولى: تطبيقاً لأحكام المادتين 15 و16 من المرسوم التنفيذي رقم 90-245 المؤرخ في 27 محرم عام 1411 الموافق 18 غشت سنة 1990 والمتضمن تنظيم الأجهزة الخاصة بضغط الغاز، ولأحكام المادتين 46 و53 من المرسوم التنفيذي رقم 90-246 مؤرخ في 27 محرم عام 1411 الموافق 18 غشت سنة 1990 والمتضمن تنظيم الأجهزة الخاصة بضغط البخار، يهدف هذا القرار إلى تحديد كفاءات وشروط اعتماد وتأهيل هيئات التحقق ومراقبة الأجهزة التي تعمل تحت الضغط، تسمى "هيئات المراقبة".

المادة 2 : تتدخل هيئات مراقبة الأجهزة التي تعمل تحت الضغط، المعتمدة من طرف الوزارة المكلفة بالمناجم، في الميادين الآتية :

- التحقق والتفتيش والمراقبة وإنجاز الخبرة على الأجهزة التي تعمل تحت الضغط، بما فيها إعادة التأهيلات الدورية،

- المراقبة غير المتلفة للأجهزة التي تعمل تحت الضغط باستعمال التقنيات والطرق المطلوبة (الطرق الضوئية والسوائل النافذة، الطرق المتعلقة بانسياب التسربات وبتيار فوكو (courant Foucault)، طرق التصوير الإشعاعي، طرق الأمواج فوق الصوتية... الخ)،

- تأهيل اللحامين وإجراءات عمليات تلحيم الأجهزة التي تعمل تحت الضغط.

المادة 3 : تتم عملية الاختبار وإعادة الاختبار على الأجهزة التي تعمل تحت الضغط بحضور وتحت إشراف خبراء المناجم المختصين التابعين للوزارة المكلفة بالمناجم.

ويمكن أيضاً، بموجب مقرر تأهيل من الوزارة المكلفة بالمناجم، إجراء الاختبار وإعادة الاختبار على هذه الأجهزة، دون الإخلال بأحكام المادة 2 أعلاه :

- تحت إشراف الهيئات المستقلة المعتمدة من طرف الوزارة المكلفة بالمناجم والمعتمدة من طرف الهيئة الجزائرية للاعتماد،

- تحت إشراف هيئات تابعة للشركات المستغلة للأجهزة التي تعمل تحت الضغط والمعتمدة من طرف الهيئة الجزائرية للاعتماد. ولا تتدخل هذه الهيئات إلا لحساب شركاتها ولمهام دقيقة.

المادة 4 : ينجز التحقق والتفتيش والمراقبة والخبرة والتأهيلات المذكورة في المادة 2 أعلاه، من طرف الهيئات المعتمدة طبقاً للأحكام التنظيمية المعمول بها والتي من شأنها أن تنظم الأجهزة التي تعمل تحت الضغط وأحكام هذا القرار، وكذا المقاييس والمعايير المطلوبة وأفضل الممارسات الدولية. وتُنَوَّج بإعداد تقرير أو محضر يسرد فيه نتائج المعايينات المسجلة والتوصيات والاقتراحات اللازمة.

الفصل الثاني

إجراءات اعتماد هيئات المراقبة

المادة 5 : يجب كل شخص طبيعي أو معنوي، يرغب في الحصول على الاعتماد للقيام بإحدى النشاطات المذكورة في المادة 2 أعلاه، أن يكون معتمداً من طرف الهيئة الجزائرية للاعتماد، طبقاً للتنظيم المعمول به، مع مراعاة أحكام المادة 23 أدناه.

يمكن ممارسة عدة نشاطات مذكورة في المادة 2 أعلاه، في نفس الوقت من طرف أشخاص طبيعيين أو معنويين، لديهم :

- الاختصاص والكفاءة المطلوبين لكل نشاط معين،

- الاعتماد المطلوب لكل نشاط معين.

يشرع بعد الحصول على نتائج دراسة الطعن في مدة لا تتجاوز شهراً واحداً (1) من تاريخ إيداع الطعن :

- إما بإعداد الوثيقة المتضمنة الاعتماد، إذا كان الملف كاملاً،

- أو رفض الطعن وإخطار الهيئة صاحبة الطلب، إذا كان الملف غير كامل. يجب أن يكون الرفض مبرراً.

المادة 10 : يمنح الاعتماد لممارسة النشاطات المذكورة في المادة 2 أعلاه، لمدة أقصاها خمس (5) سنوات قابلة للتجديد.

المادة 11 : يمكن تعليق الاعتماد، إذا صاحبه :

- لم يمثل للأحكام التشريعية والتنظيمية المعمول بها ولأحكام هذا القرار، أو

- تكررت أخطاؤه المهنية.

يتم تعليق الاعتماد لمدة تتراوح من ستة (6) أشهر إلى سنتين (2).

المادة 12 : يمكن سحب الاعتماد، إذا صاحبه :

- قدم وثائق، للحصول على الاعتماد، تبينت لاحقاً أنها كاذبة أو مزيفة،

- أمضى على وثائق، تتعلق بالتحقق أو التفتيش أو المراقبة أو الخبرة أو تأهيل الأجهزة التي تعمل تحت الضغط، لم يقدّم بها هو بنفسه،

- ارتكب أحد المخالفات المذكورة في المادة 11 أعلاه، بعد تعليق الاعتماد،

- مارس النشاط المذكور في الاعتماد خلال فترة تعليق الاعتماد، أو

- لم يعد يستوفي الشروط التي من خلالها تم منح الاعتماد.

المادة 13 : يمكن أن يسبق تعليق وسحب الاعتماد لممارسة النشاطات المذكورة في المادة 2 أعلاه، إغذار يوجّه لصاحب الاعتماد.

المادة 14 : يعذر صاحب الاعتماد، ويعلق ويسحب الاعتماد منه على أساس تقارير لمعاينات خبراء المناجم المختصين، توجه للمصلحة المعنية للوزارة المكلفة بالمناجم.

الفصل الثالث

الالتزامات والمسؤوليات

المادة 15 : يجب أن تحوز الهيئة المعتمدة بصفة دائمة، الأشخاص والوسائل اللازمة لأداء المهام المتعلقة بممارسة نشاطها بالطريقة الصحيحة.

المادة 6 : يقدم ملف طلب الاعتماد لممارسة النشاطات المذكورة في المادة 2 أعلاه، للدراسة، لدى الهيكل المعني للوزارة المكلفة بالمناجم. وتتم دراسة الملف من طرف لجنة تسمى فيما يأتي "لجنة الاعتماد" تنشأ لهذا الغرض بموجب مقرر من الوزير المكلف بالمناجم.

المادة 7 : يتكون ملف طلب الاعتماد لممارسة إحدى النشاطات المذكورة في المادة 2 أعلاه، مما يأتي :

1. طلب الاعتماد، موقع من قبل الهيئة صاحبة الطلب،
2. نسخة من القانون الأساسي لطالب الاعتماد، إذا كان شخصاً معنوياً، أو شهادة ميلاد ونسخة من بطاقة التعريف الوطنية، إذا كان شخصاً طبيعياً،
3. الوثائق القانونية التي تبرر عنوان مقر الشركة و/أو المحل المهني،

4. وثيقة تثبت أن الطالب يحوز على شهادة بمستوى تقني سام، على الأقل، أو ما يعادلها في الاختصاصات التقنية، مع خبرة لا تقل عن خمس (5) سنوات في الاختصاص المطلوب، إذا كان شخصاً طبيعياً،

5. وثيقة تثبت أن الهيئة صاحبة الطلب تحوز، على الأقل، شخصاً واحداً متحصلاً على شهادة تقني سام، على الأقل، أو ما يعادلها في الاختصاصات التقنية، مع خبرة لا تقل عن خمس (5) سنوات في الاختصاص المطلوب، إذا كان شخصاً معنوياً،

6. شهادة تأمين تغطي المخاطر المتعلقة بممارسة نشاطه،

7. وصف للوسائل المادية اللازمة التي تتوافر لديه،

8. نسخة من شهادة الاعتماد مصادق عليها، تمنحها الهيئة الجزائرية للاعتماد،

9. شهادة عدم الانتساب للضمان الاجتماعي، إن اقتضى الأمر،

10. نسخة من السجل التجاري، إن اقتضى الأمر.

المادة 8 : بعد دراسة طلب الاعتماد، من طرف لجنة الاعتماد المنصوص عليها في المادة 6 أعلاه، يشروع في مدة لا تتجاوز شهراً واحداً (1) من تاريخ إيداع الملف، في :

- إما إعداد الوثيقة المتضمنة الاعتماد تسلم للهيئة صاحبة الطلب، إذا كان الملف كاملاً،

- أو رفض الطلب وإخطار صاحبه، إذا كان الملف غير كامل. ويجب أن يكون الرفض مبرراً.

المادة 9 : يمكن صاحب الطلب الذي تم رفض ملفه تقديم طعن، في مدة لا تتجاوز شهراً واحداً (1) من تاريخ استلام إشعار الرفض، لدى الهيكل المعني للوزارة المكلفة بالمناجم.

قرار مؤرخ في 26 ربيع الأول عام 1442 الموافق 12 نوفمبر سنة 2020، يحدد الإجراءات الخاصة ببعض الأجهزة المصممة من المواد المركبة التي تحوي الغاز الطبيعي المضغوط كوقود على المركبات السيارة.

إن وزير المناجم،

- بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 90-245 المؤرخ في 27 محرم عام 1411 الموافق 18 غشت سنة 1990 والمتضمن تنظيم الأجهزة الخاصة بضغط الغاز، لاسيما المادة 22 منه،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 03-473 المؤرخ في 8 شوال عام 1424 الموافق 2 ديسمبر سنة 2003 الذي يحدد شروط ممارسة نشاطات توزيع الغاز الطبيعي المضغوط كوقود للسيارات ووضع المجموعات التركيبية للتحويل على السيارات،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 18-05 المؤرخ في 27 ربيع الثاني عام 1439 الموافق 15 يناير سنة 2018 الذي يحدد تنظيم مراقبة مطابقة المركبات وكيفيات ممارستها،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 20-267 المؤرخ في 6 صفر عام 1442 الموافق 24 سبتمبر سنة 2020 الذي يحدد صلاحيات وزير المناجم،

- وبمقتضى القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 13 ذي الحجة عام 1425 الموافق 23 يناير سنة 2005 الذي يحدد كيفيات تسليم رخصة استعمال الغاز الطبيعي المضغوط كوقود للسيارات،

- وبمقتضى القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 3 محرم عام 1426 الموافق 12 فبراير سنة 2005 الذي يحدد مميزات ومقاسات اللوحة التعريفية للسيارات المجهزة لاستعمال الغاز الطبيعي المضغوط كوقود للسيارات،

- وبمقتضى القرار الوزاري المشترك المؤرخ في أول ربيع الأول عام 1426 الموافق 10 أبريل سنة 2005 الذي يحدد كيفيات إعداد وتسليم شهادات المطابقة لمنشآت توزيع الغاز الطبيعي المضغوط كوقود ومراكز التحويل،

- وبمقتضى القرار الوزاري المشترك المؤرخ في أول ربيع الأول عام 1426 الموافق 10 أبريل سنة 2005 الذي يحدد قواعد تهيئة واستغلال مركز تحويل السيارات للسير بالغاز الطبيعي المضغوط كوقود،

- وبمقتضى القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 30 ربيع الثاني عام 1426 الموافق 8 يونيو سنة 2005 الذي يحدد شروط وضع المجموعة التركيبية للتحويل التي تسمح باستعمال الغاز الطبيعي المضغوط كوقود على السيارات،

يقرر ما يأتي :

المادة الأولى : تطبيقا لأحكام المادة 22 من المرسوم التنفيذي رقم 90-245 المؤرخ في 27 محرم عام 1411 الموافق 18 غشت سنة 1990 والمتضمن تنظيم الأجهزة الخاصة

المادة 16 : لا يجوز القيام بممارسة النشاطات المذكورة في المادة 2 أعلاه، إلا من قبل الأشخاص المذكورين في الاعتماد الصادر عن الوزارة المكلفة بالمناجم. أي تدخل من قبل شخص أو خبير غير مدرج في الاعتماد يجب أن يحصل على موافقة رسمية من المصلحة المعنية للوزارة المكلفة بالمناجم تمنح على أساس تبرير المؤهلات المتعلقة بالمهمة المطلوبة.

المادة 17 : تتحمل الهيئات المعتمدة المسؤولية الكاملة عن جميع النشاطات التي تقوم بها، بما في ذلك النشاطات المنجزة من طرف أشخاص آخرين أو خبراء مختصون .

المادة 18 : تخضع الهيئات المعتمدة لمراقبة خبراء المناجم المختصين التابعين للوزارة المكلفة بالمناجم.

المادة 19 : يمكن خبراء المناجم المختصين التابعين للوزارة المكلفة بالمناجم القيام، في أي وقت، بزيارات مفاجئة والشروع في التفتيش والتدقيق في مواقع تدخل الهيئات المعتمدة.

المادة 20 : يتعين على الهيئة المعتمدة إبلاغ مسبقا الهيكل المعني للوزارة المكلفة بالمناجم، بما يأتي :

- أي تعديل في قانونها الأساسي،
- أي تغيير كان ذا طبيعة تنظيمية أو تقنية من شأنه أن يكون له تأثير على احترام الشروط التي من خلالها تم منح الاعتماد،
- أي تغيير في قائمة موظفيها التقنيين،
- تغيير في عنوان مقر الشركة أو المحل المهني،
- استبدال المسؤول المسير للهيئة المعتمدة.

الفصل الرابع

أحكام ختامية

المادة 21 : يمكن أن يؤدي سحب أو تعليق أو عدم تجديد الاعتماد الذي تمنحه الهيئة الجزائرية للاعتماد إلى تعليق الاعتماد أو سحبه.

المادة 22 : يتعين على الهيئات الحاصلة على الاعتماد، قبل نشر هذا القرار، الامتثال لأحكامه في مدة لا تتجاوز ثمانية عشر (18) شهرا من تاريخ صدور هذا القرار.

المادة 23 : تدخل حيز التنفيذ أحكام المادتين 5 و 7 أعلاه، والمتعلقة بوجوب الحصول على الاعتماد الذي تمنحه الهيئة الجزائرية للاعتماد، ثمانية عشر (18) شهرا من تاريخ صدور هذا القرار.

المادة 24 : ينشر هذا القرار في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 26 ربيع الأول عام 1442 الموافق 12 نوفمبر سنة 2020.

محمد عرقاب